

## **Un plan Ségur pour réduire les malheurs de santé**

Enfin un plan pour la santé publique et les hôpitaux : le plan Ségur de la santé (Ségur du nom de l'avenue où se situe le ministère ad hoc). Il a fallu qu'un virus se propage, embolise les services d'urgences et tue pour que le gouvernement daigne se pencher sur la problématique de la santé publique en France. Parce que, rappelons-le, les soignants sont dans la rue depuis « belle lurette », avant même que l'on connaisse l'existence du coronavirus « covid-19 » : nos dirigeants politiques ont-ils oublié l'automne dernier où la virulence des manifestations des soignants était à son paroxysme pour défendre leur mission ?

La problématique est simple : depuis déjà de nombreuses années, le néolibéralisme étant passé par là, il est expressément demandé de faire des économies sur un service public qui ne peut, de toutes façons, que dépenser. Cela veut dire réduire les journées d'hospitalisation, « tirer sur la corde » des ressources humaines (temps de travail non respecté, moins de professionnels de santé, d'aide-soignants...) avec des directeurs d'hôpitaux formés à ces pratiques de gestion indignes où la pression (y compris pour la direction) est uniquement le fruit d'un résultat financier.

Et pourtant, le monde entier rêve de notre système de santé publique parce qu'il est mutualiste, parce qu'il s'adresse à tous, parce que donner la chance de vivre en bonne santé est sa véritable intention depuis plus de 70 ans. Regardons la pandémie liée au coronavirus dans le monde entier, les dégâts qu'elle crée dans des pays où le soin s'adresse aux plus riches car il est privatisé : investir nationalement dans la santé n'est pas une option, cela s'impose ! Un système de santé de qualité, c'est également investir dans de véritables politiques de prévention, avec une indépendance vis-à-vis de lobbies agro-alimentaires ou pharmaceutiques : nos dirigeants doivent faire ces choix politiques ! Bref, l'échéance du plan Ségur est imminente (en juillet), certains syndicats ont d'ores et déjà claqué la porte car le dialogue serait tronqué, la méthodologie concentrant son élaboration sur quelques semaines ne pouvant être participative.

« Poudre aux yeux » pour réduire les malheurs de Santé ? Nous le saurons très vite...

**Caroline CARLIER, Présidente**

**Yves-Marie BRUGNOT**

**Sophie MOREAU**

**Groupe « Génération.s »**